

Ce n'est pas par le discours du trône qu'il faut agir. Je connais cela, le discours du trône, on sait que ce sont des vœux pieux. Des mesures devraient correspondre à ces belles intentions intégrées dans le discours du trône, mais ces mesures ne sont pas présentées devant la Chambre des communes, elles se font attendre, le budget se fait attendre, et cela paralyse les affaires du pays. Pourtant le Canada n'a pas été gâté par son Parlement depuis les 12 derniers mois, il y a eu à peine une session de deux mois. Alors il est urgent que le ministre des Finances, pour venir en aide à son ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy), dépose son budget le plus rapidement possible pour qu'enfin les Canadiens puissent espérer des mesures qui pourraient correspondre à cette diminution du taux de chômage dont le nouveau ministre de l'Emploi et de l'Immigration serait le champion. Je suis convaincu que le nouveau ministre est bien intentionné, je suis convaincu de cela, mais je le mets en garde vis-à-vis de l'expérience qu'il n'a pas vécue avec son gouvernement mais que nous avons subie et que des milliers de Canadiens ont subie depuis les 12 dernières années, et cette expérience nous donne la preuve et nous donne le triste résultat que le nombre des chômeurs au Canada est passé de 300,000 qu'il était en 1968 à 1,300,000 en 1979 ou en 1980. On me répondra qu'on a plus de travailleurs qu'on avait. Bien oui, la population a augmenté, mais on a plus de chômeurs qu'on en avait, par exemple, et c'est là le problème pour la nation canadienne.

On voudrait bien réussir à avoir un climat social beaucoup plus serein que celui que nous connaissons aujourd'hui. Je répète, monsieur l'Orateur, qu'il y a une question économique à régler. Les provinces en sont conscientes. Elles se sont souvent découragées vis-à-vis des instances qu'elles ont faites à ce gouvernement depuis les 12 ou 13 dernières années. Les provinces auraient peut-être voulu participer aux grandes décisions nationales. Elles n'ont pas eu la chance d'y participer, et ç'aurait été de nature à saisir le gouvernement tantôt des avantages de régler certaines choses, et tantôt du danger d'aller trop vite dans certains secteurs. L'attitude du gouvernement fait qu'aujourd'hui le chômage, ce n'est pas cela qui manque. Je pense que ce gouvernement aurait à profit de rapprocher ses entités provinciales le plus rapidement possible pour qu'enfin on puisse présenter des mesures économiques qui collent aux réalités régionale et provinciale.

Enfin j'espère que ces quelques observations, monsieur le président, pourront servir d'avertissement au ministre pour, d'une part, l'inciter à faire diligence auprès du cabinet des ministres et, d'autre part, l'inciter à pousser le ministre des Finances à présenter des mesures concrètes à la Chambre des communes, parce que je suis convaincu qu'il nourrit un objectif très noble, savoir, celui de réduire le taux de chômage au Canada, et nous sommes tous prêts à coopérer avec lui à ce niveau-là.

Mais je tiens à dire au ministre qu'il sera impossible d'atteindre cet objectif si son propre gouvernement a l'intention de conserver le genre de philosophie qu'il a présentée ou d'attitude dont il a fait la preuve depuis les 12 dernières années. Il y a des changements profonds qui s'imposent, et j'espère que les nouveaux ministres, au sein de cet ancien Cabinet, réussiront à

apporter quelque chose de nouveau, ce qui nous permettra de nous réjouir et de féliciter, s'il y a lieu et s'il le mérite, ce nouveau gouvernement.

● (1620)

[Traduction]

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, en prenant la parole pour participer au débat sur le principe dont s'inspire le projet de loi à l'étude, le bill C-19, on est frappé du comportement schizophrène du gouvernement. D'une part, le gouvernement subventionne les entreprises et le secteur privé pour créer des emplois à court terme, et de l'autre, en collaboration avec d'autres gouvernements, il distribue parfois des millions de dollars au secteur privé afin qu'il supprime des emplois à long terme. Bien entendu, le projet de loi à l'étude est un exemple du premier cas et je vous donnerai dans quelques instants une illustration flagrante du deuxième.

L'acteur bien connu Peter Ustinov a dit un jour: «J'ai deux opinions à ce sujet qui sont plus ou moins contradictoires.» Ces paroles me semblent résumer assez bien l'attitude du gouvernement.

Je le répète, la mesure à l'étude semble faire partie de la première catégorie, c'est-à-dire que dans ce cas-ci, le gouvernement donne de l'argent au secteur privé pour créer des emplois à court terme. S'agit-il d'emplois temporaires? Dans quelle mesure sont-il temporaires? Savons-nous vraiment combien d'emplois ont été créés grâce à ce programme de subventions salariales? De toute façon, j'imagine que la plupart de ces emplois sont rémunérés au salaire minimum ou à peine davantage. Le gouvernement devrait peut-être nous donner plus de détails sur le genre de revenu dont doivent se contenter les gens qui obtiennent la plupart des emplois créés par ce programme. Le bill vise-t-il à permettre à d'autres industries ou à d'autres entreprises d'engager plus d'employés pour augmenter leur production ou vise-t-il plutôt à prolonger la durée des emplois qui ont déjà été créés dans ce secteur?

De toute façon, j'aimerais maintenant dire quelques mots du second aspect de cette question. Le 21 avril, le *Globe and Mail* de Toronto a publié un article intitulé «140 millions de subventions à des usines et 600 à 800 emplois perdus». Le gouvernement fédéral offrira le tiers de cette somme et le gouvernement de l'Ontario, les deux autres tiers, dans le cadre d'un programme du ministère de l'Expansion économique régionale. Il serait peut-être plus juste de dire le ministère de la contraction économique régionale, surtout si l'on songe à l'orientation que ce ministère semble avoir adoptée. Selon moi et selon mon parti, le rôle que joue le gouvernement fédéral dans ce programme en accordant des subventions de près de 50 millions de dollars ne concorde pas avec ce que le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré récemment quand il a dit que son gouvernement avait pour politique d'aider ceux qui en ont le plus besoin. Si c'est bien la politique du gouvernement, je pense qu'il a une façon bien étrange de déterminer qui a besoin d'aide dans notre société.

Si vous me le permettez, je donnerai le nom de certaines des compagnies qui obtiendront une subvention. L'article publié dans le *Globe and Mail* disait notamment: